

L'ACCORD DE CONFIDENTIALITÉ SUR DJEZZY RESTE INCERTAIN

Djoudi a-t-il parlé trop vite ?

Même si l'Etat algérien envisage de conclure un accord de confidentialité avant la fin de l'année avec le russe Vimpelcom, celui-ci reste néanmoins incertain concernant certaines données, dont le coût de cession de Djizzy.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Le discours de l'exécutif s'enrichit d'une expression, certes usitée dans le droit des affaires, mais relativement méconnue dans sa pratique algérienne.

Formulée récemment par le ministre des Finances, cette expression concerne l'accord de confidentialité que l'Etat algérien compte conclure, selon Karim Djoudi, «dans un avenir très proche, probablement avant la fin de l'année» avec la société russe Vimpelcom, en vue de l'acquisition d'Orascom Télécom Algérie (OTA – Djizzy) et dès la signature d'un

mémorandum d'entente. Selon des spécialistes du droit des affaires, cet accord de confidentialité ou non-disclosure agreement, oblige, lors d'une transaction commerciale, les deux parties à tenir confidentielles des données financières et patrimoniales de l'objet de la transaction.

Soit à ne pas communiquer «aux tiers» des données sur la situation réelle de l'objet de la transaction (sa valeur, ses résultats et bilans...). En d'autres termes, quand un acheteur recourt à l'expertise spécialisée pour évaluer une entreprise, il s'engage à ne pas



Karim Djoudi.

divulguer les informations, même secrètes, qu'il recevra aux tiers, concurrents compris. Or, dans le cas de la cession de Djizzy, et même si le ministre des Finances semble confiant sur la signature d'un tel accord avant la fin de l'année, sa faisabilité semble pourtant incertaine.

Dans la mesure où il porte sur des données qu'il sera difficile de maintenir confidentielles notamment le coût de cession. Or, c'est justement le coût ou le prix de cession de Djizzy que l'Etat algérien entend maintenir

dans la confidentialité. Cela même si un tel accord ne concerne pas en principe cette question, que l'évaluation d'OTA se poursuit encore sous la supervision du cabinet d'affaires américain Sherman & Sterling LLP- France et que le protocole d'intention attendu devrait définir les modalités et conditions convenues pour la vente d'OTA.

Voire, il sera difficile ou tout au moins incertain de ne pas divulguer ce prix, ainsi que les données financières et patrimoniales de Djizzy, d'autant qu'il

concerne une entreprise cotée en Bourse et que les investisseurs doivent être au courant de telles données.

En rappelant que Vimpelcom a racheté en mars dernier le groupe italien Wind Telecom qui détenait 51% d'OTH (Orascom Telecom Holding), propriétaire de 97% du capital d'OTA.

Et, au-delà des contradictions discursives du ministre des Finances qui avance des «contraintes légales» avant de se raviser, l'exigence d'un tel accord de confidentialité ajoute davantage de confusion dans la gestion de ce dossier.

Outre le fait que l'Etat algérien et la société russe se soient déjà engagés, depuis le début des négociations, à tenir confidentielles les informations en question, la formulation, maintenant, d'un tel accord confirme les errements de la partie algérienne, ses tergiversations à faire avancer ce dossier.

Certes, l'on invoque, ici, le droit de préemption mais, cependant, l'on atermioie à assurer les conditions idoines et bien négocier ce dossier, hormis l'expression velléitaire.

C. B.

L'accord de confidentialité : définition

Un accord de confidentialité, de non-divulcation, de non-communication, de secret (en anglais non-disclosure agreement) est un contrat entre deux entités qui engage l'une d'elles à tenir confidentielles certaines informations que l'autre sera amenée à lui communiquer. L'accord peut également être mutuel, l'une et l'autre des entités s'engageant à ne pas diffuser certaines informations échangées.

Source :

Grand dictionnaire terminologique - www.wikipedia.org

ALGÉRIE-TURQUIE

Une stratégie pour le développement des échanges commerciaux

Le ministre du Commerce et des Douanes de la Turquie, Hayati Yazici, a fait savoir, hier, qu'une stratégie de développement des échanges commerciaux et économiques à l'échéance 2015 a été mise, en place entre son pays et l'Algérie.

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) - C'est à l'occasion de l'inauguration de la première foire des produits turcs qui a ouvert ses portes hier au Palais des expositions des Pins-Maritimes, à Alger, et qui se poursuivra jusqu'au 6 décembre prochain, que le ministre du

Commerce et des Douanes de la Turquie, M. Hayati, a fait part de la volonté de son pays d'élargir le champ des échanges commerciaux avec l'Algérie, dont le montant est évalué actuellement à 4,2 milliards de dollars. La balance commerciale est en faveur

de l'Algérie, en raison de l'importation par la Turquie du gaz naturel algérien, a-t-il précisé. Le ministre turc a également fait savoir que pas moins de 146 opérateurs économiques turcs activent en Algérie, avec un montant d'investissement qui tourne autour de 5 milliards de dollars. «La majorité des opérateurs turcs établis en Algérie activent dans le bâtiment et l'immobilier, or nous avons aujourd'hui la volonté d'élargir notre

champ d'action et d'encourager nos opérateurs à investir dans d'autres créneaux», a-t-il ajouté. Enfin, Hayati Yazici a évoqué le projet algéro-turc de réalisation d'un complexe sidérurgique dans un délai de 18 mois. Ce complexe, dont le montant de réalisation s'élève à 1 milliard de dollars, permettra la création de 1 000 emplois directs et 3 000 autres emplois indirects.

M. M.

LA COUR SUPRÊME ADMET LE POURVOI DU PARQUET

Vingt ans après, l'affaire Enapal de nouveau devant les assises

Rebondissement dans l'affaire de l'ex-patron de l'ex-l'Enapal, Hassaine Zemmouri. Acquitté en 2009, après avoir été innocenté de tous les chefs d'inculpation qui le poursuivaient depuis 1991, l'ancien P-dg doit de nouveau s'expliquer devant la justice. Pour cause, la chambre criminelle près la Cour suprême a donné une suite favorable au pourvoi en cassation introduit par le parquet au lendemain du jugement prononcé en 2009.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est à sa grande surprise que Hassaine Zemmouri a été informé qu'un énième procès relatif à l'affaire Enapal est programmé pour le 20 décembre prochain au niveau de la cour d'Alger. L'information nous a été confirmée par l'intéressé qui s'est dit surpris par ce nouveau rebondissement de cette affaire. Ainsi, vingt ans après, l'affaire Enapal occupe de nou-

veau le devant de la scène médiatique.

Pour rappel, en 2009, soit dix-huit ans après l'éclatement de cette affaire, Hassaine Zemmouri, l'ancien P-dg de l'ex-Enapal, a recouvré sa liberté. Il a été acquitté par la justice, innocenté de tous les chefs d'inculpation.

Cette même justice qui l'avait pourtant condamné respectivement à 10, 5 et 3 ans de prison ferme en 1997, 1999 et

2003, après avoir été maintenu en détention préventive durant six ans et demi, soit de 1991 à 1997, au niveau de la maison d'arrêt de Serkadji. Lors du procès de 2009, le prévenu avait plaidé non coupable en déclarant au tribunal criminel qu'«il y a eu manipulation de la justice à cette époque. Conséquence : j'ai passé six ans et demi en prison et dix-huit années de souffrance».

Selon lui, «les chefs d'inculpation de détournement et dilapidation de biens publics et passation de contrat avec une entreprise étrangère au détriment de l'intérêt public sont sans fondement. Ce que j'ai fait était conforme à la réglementation et aux lois de mon pays.

Je n'ai jamais trahi la confiance que les responsables de mon pays ont placée en moi». Pour rappel, l'affaire en elle-même, qui avait occupé à cette époque le devant de la scène médiatique était relative à un contrat que, le premier responsable de l'ex-Enapal avait signé avec l'entreprise française de transport maritime Unishipping.

Le contrat en lui-même était relatif au transport de marchandises pour le compte de l'entreprise algérienne. Or, les accusations portées à l'encontre du P-dg de l'entreprise concernaient les termes du contrat qui seraient selon l'accusation contraires à la loi en vigueur.

A. B.